



**PRÉFÈTE
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté Préfectoral n° 58-2025-09-25-00004

portant mise en demeure à l'encontre de la société ÉTIENNE RECYCLAGE de régulariser la situation administrative des activités de son installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux exploitée sur le territoire des communes de Maux et Tamnay-en-Bazois et lui prescrivant des mesures conservatoires

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ainsi que le R. 511-9 et L. 541-2 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** le code du commerce, notamment ses articles L. 641-9 I, L. 641-10, L. 641-13, L. 643-8 ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le jugement du tribunal de commerce de Nevers en date du 2 décembre 2024 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire (Bodacc A n° 20240241 du 13 décembre 2024, annonce n° 3131), en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 8 décembre 2023, à l'encontre de ÉTIENNE RECYCLAGE (n° RCS: 803 799 857 RCS Nevers, SIREN n° 803 799 857 00039) désignant mandataire judiciaire SELARL JSA en la Personne de M^e Aurélie Lecaudey - 14 avenue Marceau - 58000 Nevers ;
- VU** le jugement du tribunal de commerce de Nevers en date du 10 mars 2025 prononçant la conversion en liquidation judiciaire avec poursuite d'activité jusqu'au 14 mars 2025 (Bodacc A n° 20250052 du 14/03/2025, annonce n° 1130), à l'encontre de ÉTIENNE RECYCLAGE (n° RCS: 803 799 857 RCS Nevers, SIREN n° 803 799 857 00039) désignant liquidateur judiciaire SELARL JSA en la personne de M^e Aurélie LECAUDEY - 14 avenue Marceau - 58000 Nevers ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 3 juin 2025, transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 11 août 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 11 août 2025 à l'exploitant en application des articles L.171-6 et L.171-7 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport, susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-7 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration requis en application du même code ;

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2718-1 : *Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t : **Autorisation**,*
- 2712-1 : *Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m² : **Enregistrement**,*
- 2711-1 : *Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : Supérieur ou égal à 1 000 m³ : **Enregistrement**,*
- 2710-2a : *Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m³ : **Enregistrement** ;*

CONSIDÉRANT que, lors de la visite en date du 3 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la surface de stockage des véhicules est estimée à 1 ha grâce aux vues aériennes (source : Google Maps) mais la quantité de véhicules n'est pas estimable car souvent empilés. La surface affectée au stockage et au démontage des véhicules hors d'usage (VHU) étant supérieure à 100 m², le site est soumis à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2712-1,
- l'activité manifeste de stockage de déchets dangereux en quantité supérieure à 1 tonne soumet le site à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2718-1,
- l'activité manifeste de stockage de déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) pour un volume supérieur à 1000 m³ soumet le site à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2711-1,
- l'activité manifeste de stockage de bennes contenant des déchets de particuliers pour un volume supérieur à 300 m³, soumet le site à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2710-2a ;

CONSIDÉRANT que l'installation - dont l'activité a été constatée le 3 juin 2025 - relève du régime de l'Autorisation et est exploitée sans le titre requis en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ÉTIENNE RECYCLAGE, représentée par son liquidateur judiciaire Me LECAUDEY, de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-7 dispose que : « l'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure » ;

CONSIDÉRANT que la poursuite de l'activité de la société ÉTIENNE RECYCLAGE en situation irrégulière porte atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liés, notamment par le risque de pollution des sols ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-7 du code de l'environnement prévoit, que l'autorité administrative puisse, en cas de situation irrégulière et en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que, face à la situation irrégulière des installations de la société ÉTIENNE RECYCLAGE, et eu égard aux atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du même code en imposant des mesures conservatoires à l'activité des installations visées ;

CONSIDÉRANT que le liquidateur judiciaire doit répondre aux obligations qu'il tire de l'article L. 641-9 I du code de commerce, et qu'il doit notamment, en tant qu'ayant droit ("ès qualités"), conduire en lieu et place de l'exploitant, la procédure de régularisation prévue au code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Régularisation administrative

La société ÉTIENNE RECYCLAGE, (numéro de SIRET 803 799 857 00039), représentée par Maître LECAUDEY en tant que liquidateur judiciaire, exploitant une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, sise sur les communes de Maux (parcelles n° 178, 179, 546, 573 - section 0A) et Tamnay-en-Bazois (parcelle n° 882 - section 0B), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation complet et régulier conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement en préfecture,
- en cessant ses activités en évacuant l'ensemble des déchets vers des filières de traitement adaptées.

Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de **un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,
- dans le cas où il opte pour l'évacuation des déchets vers des filières de traitement adaptées, celle-ci doit être effective dans **les six mois** et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai les justificatifs d'enlèvement,
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de **six mois**. L'exploitant fournit dans un délai de **trois mois** les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Diagnostic de pollution des sols

La société ÉTIENNE RECYCLAGE, représentée par Maître LECAUDEY en tant que liquidateur, est tenue d'effectuer un diagnostic de pollution des sols sur l'ensemble de l'emprise occupée par les véhicules hors d'usage dans un délai de **neuf mois**.

Le diagnostic est communiqué à l'inspection des installations classées dès réception.

Le cas échéant, la dépollution des sols doit être effective dans un délai de **douze mois**.

Article 3 : Mesures conservatoires

La société ÉTIENNE RECYCLAGE, représentée par Maître LECAUDEY en tant que liquidateur, prend, en outre, toutes les mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée dans le cadre du respect de cet arrêté préfectoral portant mise en demeure.

Dans l'attente de la régularisation de son activité, aucun nouveau déchet, dont les véhicules hors d'usage, ne devra être pris en charge au sein de l'installation.

Dans l'attente, les travaux et opérations pratiqués sur site ne peuvent se poursuivre que pour valoriser ou éliminer vers des filières autorisées les stocks de véhicules hors d'usage et de déchets accumulés, afin de diminuer les quantités entreposées sur le site.

De plus, les justificatifs d'élimination des déchets devront être conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas être déplacés sur d'autres parcelles.

Article 4 : Sanctions

S'il n'était pas déféré aux présentes prescriptions dans le délai imparti, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

De plus, dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, ou si la demande d'autorisation ou d'enregistrement est rejetée, l'autorité administrative doit ordonner la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2 et 3, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 5 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ÉTIENNE RECYCLAGE.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif également peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution et copies

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- la sous-préfète de Château-Chinon,
- les maires de Maux et Tamnay-en-Bazois,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 25 SEP. 2025

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale

Stéphanie PETITJEAN

25 SEP 1972

Pointe à Pitre (St Pierre and Miquelon)

1000-1000